

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VITALAC

48 rue Principale
22160 Carnoët

Références : 2025.085
Code AIOT : 0005500030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2025 dans l'établissement VITALAC implanté 48 RUE PRINCIPALE 22160 CARNOET. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 12 février 2025 s'est déroulée en inopiné et a eu pour objectif de vérifier la bonne mise en œuvre du plan d'opération interne par l'exploitant en cas de situation accidentelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VITALAC
- 48 RUE PRINCIPALE 22160 CARNOET

- Code AIOT : 0005500030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société VITALAC, implantée sur la commune de Carnoët, est spécialisée dans la fabrication d'aliments pour animaux.

Le fonctionnement des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) présentes sur le site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mars 2017 et l'établissement relève actuellement du statut SEVESO seuil bas (par la règle du cumul), principalement du fait des quantités de produits susceptibles de présenter un risque pour le milieu aquatique.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan d'Opération Interne – Exercices	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	Demande d'action corrective	3 mois
7	Plan d'Opération Interne – Service d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f	Demande d'action corrective	3 mois
9	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
10	Plan d'Opération	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-i	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Interne - Prélèvements environnementaux			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne – Elaboration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c	Sans objet
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne relativement récent (novembre 2024) qui, globalement, contient les informations réglementaires attendues. Cependant, pour que ce document soit fonctionnel en situation de crise, plusieurs informations nécessitent encore d'être précisées ou synthétisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne – Elaboration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; [...] Constats :

<p>Le 12/02/2025, l'inspection a constaté que l'exploitant disposait d'un plan d'opération interne (POI) formalisé dans un document daté du 13 novembre 2024.</p> <p>L'exploitant a remis un exemplaire de son POI aux inspecteurs en séance.</p> <p>Un exemplaire du POI pourra utilement être transmis au SDIS 22.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan d'Opération Interne – Exercices

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>[Pour les établissements seuil bas], le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la mesure où le POI de l'exploitant n'a été mis en forme qu'en novembre 2024 et que certains points nécessitent encore la validation du CSSCT de l'entreprise, l'exploitant n'avait encore jamais réalisé l'exercice pour tester son POI.</p> <p>L'exercice réalisé le 12/02/2025 est donc le premier exercice POI de l'exploitant. Il s'est déroulé dans le délai autorisé et a permis d'identifier la nécessité d'apporter des précisions au document initial.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son POI en intégrant le retour d'expérience de l'exercice réalisé le 12/02/2025. Un nouvel exercice permettant de tester le POI dans sa nouvelle version devra être organisé.</p> <p>Les détails du scénario de l'exercice et de son déroulement sont fournis en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le</p>

déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<p>Constats :</p> <p>Le POI de l'exploitant dispose d'un chapitre décrivant les risques existant sur le site VITALAC de Carnoët (chapitre 4 - Évaluation des risques). En particulier, les paragraphes 4.4 et 4.5 listent les phénomènes dangereux ayant été identifiés dans l'étude de dangers et le déroulement des actions devant être menées en cas d'accident grave (explosion de poussières provoquant un accident majeur ou départ d'incendie en différents lieux). Les moyens d'intervention disponibles sur site et pouvant être mis en œuvre par les secours extérieurs y sont effectivement listés. Ils sont également plus amplement décrits au paragraphe 5.3 et 5.4 du POI. L'inspection rappelle à l'exploitant que le POI devra être actualisé à chaque mise à jour de l'étude de dangers, notamment si celle-ci permet d'identifier de nouveaux scénarios d'accident.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son schéma d'alerte présenté au chapitre 2, l'exploitant prévoit de « prévenir les interlocuteurs extérieurs » sans préciser desquels il s'agit. De même, le chapitre 7 est dédié à la gestion de la communication, essentiellement vers les maires et les médias, et à la transmission d'un rapport d'accident aux destinataires préalablement établis. L'exploitant indique que cette partie du POI n'est pas encore opérationnelle.</p> <p>Au cours de l'exercice inopiné du 12/02/2025, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas eu le réflexe d'avertir la DREAL et la préfecture.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant, l'inspection rappelle à l'exploitant que l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 02/03/2017 indique qu'il « est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à</p>

l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »

De plus, il convient de compléter le POI en :

- détaillant plus précisément quels sont les interlocuteurs devant être contactés en cas d'accident sur le site VITALAC, notamment si la situation n'était pas maîtrisée et qu'elle nécessitait une organisation des secours avec intervention de la préfecture pour mettre en place des dispositions particulières à l'extérieur du site,
- préparant des messages type permettant d'informer les interlocuteurs extérieurs (DREAL, mairie, préfecture, ...) ;
- précisant le ou les emplacements prévus pour établir le poste de commandement ainsi que les emplacements de stockage du matériel à utiliser en cas de crise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes

Constats :

Le 12/02/2025, au vu des actions réalisées et des réponses fournies par l'exploitant, l'inspection a constaté que les personnels étaient formés pour rejoindre le point de rassemblement en cas de déclenchement d'une alarme.

De même, certains d'entre eux disposent d'une formation qui leur permettrait de mettre en œuvre les premiers moyens d'intervention (extincteurs, RIA, ...).

De plus, l'exploitant dispose, dans ses équipes, de personnels exerçant la fonction de pompier volontaire.

Toutefois, aucune formation spécifique à la mise en œuvre du POI n'a encore été réalisée.

A noter que l'exploitant envisage de mettre en place à court une formation spécifique « guide-file/serre-file ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'organiser une formation spécifique pour chaque personne susceptible d'intervenir à un rôle clé de la mise en œuvre du POI.

Il veillera notamment à ce que des remplaçants soient prévus pour chaque fonction clé (Directeur des opérations internes, commandement d'exploitation, responsables d'intervention, secrétariat/communication).

Ces formations devront être tracées et renouvelées aussi souvent que nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan d'Opération Interne – Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le paragraphe 2.1 du POI de l'exploitant présente le schéma d'alerte devant être appliqué au moment de la découverte d'une situation anormale, que ce soit du fait du déclenchement automatique d'une alarme par l'intermédiaire d'un détecteur, ou par l'intermédiaire d'un témoin ou de l'astreinte sécurité.</p> <p>Ce schéma identifie clairement les personnes devant être prévenues immédiatement (directeur industriel, directeur opérationnel, responsable maintenance, chef d'équipe...) puis, dans un deuxième temps, après la levée de doute.</p> <p>Toutefois, l'inspection remarque que ce schéma ne comporte aucun numéro de téléphone. Pour disposer des coordonnées téléphoniques des personnes devant être averties, il faut se reporter au paragraphe 6.1 du POI.</p> <p>L'évacuation du personnel est clairement décrite dans le paragraphe 6.2 du POI. En séance, l'exploitant a indiqué faire régulièrement des exercices d'évacuation.</p> <p>Le 12/02/2025, l'inspection a constaté qu'il a fallu environ 3 minutes pour évacuer à la fois les personnels administratifs, ceux de la production et les intervenants extérieurs. Toutes ces personnes connaissaient le point de rassemblement.</p> <p>Le fait de s'assurer qu'aucun membre de son équipe n'est resté dans les locaux relève de la responsabilité de chaque chef d'équipe qui transmet l'information à la personne référente (coordinatrice HSE ou directeur industriel).</p> <p>Concernant le recensement des personnes extérieures à l'établissement, l'exploitant utilise le cahier de présence sur lequel s'enregistrent les personnes extérieures à leur arrivée sur site.</p> <p>Concernant l'information au cours de la gestion du sinistre, la coordinatrice HSE de l'entreprise a indiqué que tous les personnels chargés de la mise en œuvre de la sécurité du site disposent d'un téléphone leur permettant d'échanger avec leurs collègues.</p> <p>Compte tenu de ce qui a été observé le 12/02/2025, l'inspection fait observer à l'exploitant que la partie « recensement du personnel » peut nécessiter des améliorations afin de connaître plus précisément la présence effective sur site des personnels. En effet, actuellement, les personnes ne badgent qu'en entrant sur le site et, en cas de déclenchement d'un sinistre, il n'est pas possible de savoir si certaines personnes ont, de fait, quitté leur poste pour raisons professionnelles ou</p>

personnelles (pause déjeuner...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de proposer des améliorations pour garantir la fiabilité du recensement du personnel en cas de crise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan d'Opération Interne – Service d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée :
Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
Constats :
Au paragraphe 6.1 du POI, l'exploitant décrit le dispositif permettant, d'une part, l'accès du site au secours et, d'autre part, la transmission d'informations nécessaires à la gestion du sinistre. Le 12/02/2025, l'inspection a constaté que, en heures ouvrées, le directeur opérationnel, ou un personnel désigné par ses soins, se charge d'accueillir les secours au niveau du portail principal du site et de les accompagner sur les lieux du sinistre. Le portail se soulève automatiquement en cas de fonctionnement d'une alarme incendie. L'inspection a constaté que l'exploitant peut également l'ouvrir de différentes manières (télécommande ou manuellement) si le dispositif automatique n'a pas fonctionné. Le POI décrit également l'organisation du poste de commandement exploitant (paragraphe 6.2.3.8). Cependant, l'inspection constate que, à ce jour, ce poste de commandement n'est pas positionné dans l'usine. Au cours de l'exercice inopiné du 12/02/2025, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas eu le réflexe de mettre en œuvre un poste de commandement et n'a pas présenté les équipements censés l'équiper.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de définir dès à présent les emplacements de l'usine pouvant servir de poste de commandement et d'organiser ce lieu de telle sorte que l'ensemble des moyens décrits dans son POI y soient disponibles en permanence.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'État des stocks
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
Constats : <p>Le 12/02/2025, l'inspection a constaté que l'exploitant dispose des moyens pour pouvoir consulter en permanence, sur place et à distance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état de l'ensemble de ses stocks : matières premières, produits finis, consommables divers, qu'ils soient dangereux, combustibles ou ne présentent aucun danger pour l'environnement ; • les fiches de données de sécurité des produits présents sur le site (sur serveur et au format papier dans les locaux administratifs).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks
Prescription contrôlée : <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques</p>

particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Comme indiqué dans la fiche de constat n° 8 de ce rapport, l'exploitant est en capacité de transmettre à tout moment l'état de ses stocks.

L'exploitant indique notamment aux pages 14 et 29 de son POI que « les états des stocks de matières dangereuses et global sont transmis par mail quotidien » et « Un stock quotidien des matières dangereuses sont à disposition sur une boîte mail partagée ».

Lors de l'exercice du 12/02/2025, l'exploitant a été en mesure de le présenter aux inspecteurs.

Cependant, l'inspection constate que cette information est actuellement disponible sous un format « logistique » extrêmement détaillé qui, en situation de crise, serait difficilement exploitable, que ce soit par les services de secours ou par l'administration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu du constat présenté ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de retravailler la présentation de l'état de ses stocks, utilisée en situation accidentelle.

Celle-ci doit plutôt être orientée « risques » : exemple : dans tel bâtiment, présence de X tonnes de produits dangereux, classés sous les rubriques ICPE n° x et y, comportant un risque de toxicité/explosion/incendie/pollution du milieu aquatique (mentions de dangers, HXXX et HYYY). Pour les produits combustibles présents en quantité réduite, il est accepté que les quantités indiquées constituent un ordre de grandeur majorant de la situation réelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-i

Thème(s) : Risques accidentels, Substances Prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients graves sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : L'inspection constate que le POI rédigé en novembre 2024 ne prévoit pas de dispositions permettant de mener des prélèvements environnementaux qui permettraient de rechercher les éventuelles substances toxiques susceptibles d'être émises lors d'un incendie. Par ailleurs, l'inspection observe que l'étude de dangers de l'établissement VITALAC, dans sa mise à jour transmise post inspection (p. 128), indique que « par analogie avec des études similaires [...], quelles que soient les conditions météorologiques considérées, [...] les effets toxiques (sont) ressentis au SEI à 10 m au maximum. » De ce fait, l'exploitant considère que les émissions de produits toxiques susceptibles d'apparaître au cours d'un incendie n'impacteraient pas les tiers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du retour d'expérience de situations accidentelles ayant eu lieu en France et bien que le scénario d'émissions toxiques en dehors du site VITALAC ait été écarté par l'exploitant dans son étude de dangers, l'inspection lui demande de réfléchir aux analyses devant être réalisées afin d'être en mesure de pouvoir communiquer, notamment aux tiers, les résultats en termes de toxicité des fumées émises lors d'un incendie. La présence de zones d'habitations à proximité immédiate du site est également un élément à prendre en considération pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le POI devra alors être complété afin de décrire les dispositions permettant de réaliser ces prélèvements environnementaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois